

LA RENAISSANCE DE L'IDENTITARISME

Par

Michée DIANSANA LIBAMBU

*Chercheur en Histoire des dynamiques urbaines
Université de Kinshasa*

*Si nous perdons l'unité du pays, c'est l'effondrement
de la Nation.*

Patrice-Emery Lumumba.

RESUME

Ce texte explore la résurgence mondiale de l'identitarisme, idéologie centrée sur la promotion exclusive d'identités ethniques, religieuses ou régionales, source de fractures sociales. À travers des exemples historiques (génocide rwandais, partition de l'Inde) et actuels (tensions en RDC, montée des extrêmes droites en Occident), il démontre comment cette dynamique, alimentée par des manipulations politiques, des inégalités économiques et une propagande médiatique toxique, menace la stabilité des nations plurielles. La République Démocratique du Congo, marquée par sa diversité ethnique et des frontières coloniales contestées, est présentée comme un cas emblématique où l'unité nationale reste fragile. L'auteur plaide pour des politiques inclusives, une éducation civique et une régulation des discours de haine afin de renforcer la cohésion sociale.

Mots-clés : *Identitarisme ; Conflits ethniques ; Cohésion nationale ; Propagande médiatique ; Diversité culturelle*

ABSTRACT

This text examines the global resurgence of identitarianism, an ideology emphasizing ethnic, religious, or regional identities, which fuels division and conflict. Using historical (Rwanda, India, Sudan) and contemporary examples (South Africa, DRC, Western nations), it highlights the dangers of such fragmentation, intensified by political manipulation, socio-economic inequalities, and media propaganda. The Democratic Republic of Congo, a pluralistic nation with colonial-era borders, is portrayed as a critical case where poorly managed ethnic diversity threatens national unity. The author advocates for inclusive education, equitable resource distribution, and regulation of hate speech to safeguard social cohesion.

Keywords: *Identitarianism; Ethnic conflicts; National unity; Media propaganda; Cultural diversity*

INTRODUCTION

L'identitarisme, voilà un mal qui gangrène le monde en ce début de la troisième décennie du XXI^e siècle. Pour Philippe Corcuff, l'identitarisme est une tendance à fixer les individus et les collectivités humaines sur une identité principale, homogène et fermée¹.

Que ce soit en Afrique, en Amérique, en Europe et partout dans le monde, on vit sous une certaine forme la renaissance identitaire. Les questions liées à l'identité se posent avec plus de régularité dans le monde contemporain. Cette renaissance n'épargne aucune zone du globe. En Occident, elle se caractérise par la montée en puissance de l'extrême droite et du discours nationaliste sans oublier l'émergence de l'idéologie du suprématisme blanc. La réélection de Viktor Orbán en Hongrie, la forte poussée du Rassemblement National en France mais aussi l'élection de Giorgia Meloni en Italie sont des illustrations parfaites de cette tendance croissante. Bien avant, l'élection en 2016 de Donald Trump a aussi mis en avant la tendance de repli sur soi qui progresse dans le monde, tout en faisant de la mondialisation le bouc-émissaire de tous les problèmes sociétaux.

En Afrique du Sud, cette idée selon laquelle l'étranger représente les maux de la société² se manifeste avec beaucoup de force avec des manifestations xénophobes aux dommages collatéraux importants³. Les Sud-africains ont ras-le-bol des étrangers qui s'accaparent de toutes leurs richesses. La peur de l'étranger sert de discours aux politiques de bien des pays (Afrique du Sud, Royaume Uni, Etats-Unis, Italie, etc.).

La question identitaire en Afrique devient encore plus dangereuse quand elle amène à des situations d'apatridie. On notera le cas ivoirien avec le sinistre concept de l'ivoirité. On trouve en Afrique des personnes qui sont privées de nationalité, refusées de tous les côtés, et sur ce point la détresse des celles et ceux qui vivent dans des zones frontalières est notable. Ces derniers sont souvent soupçonnés d'être au service de l'étranger. Cette crise identitaire, frappe encore plus durement la République Démocratique du Congo, car elle menace l'existence même de la nation congolaise, car aller dans une logique identitaire dans un pays pluriethnique c'est mettre le doigt dans un dangereux engrenage.

L'identitarisme, qu'il soit religieux ou ethnique représente un danger qu'il faudrait combattre avec force, puise qu'à travers l'histoire il a causé des dégâts

¹ Corcuff P., *La grande confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, Paris, Textuel, 2021, 672 p.

² Xavier, P., « Afrique du Sud », In: *Annuaire international de justice constitutionnelle*, 32-2016, 2017, p. 95.

³ <https://www.bbc.com/afrique/region-60708776>. Consulté le 16.09.2022.

importants. Le discours identitaire sur des bases ethniques a fait sombrer le Rwanda dans l'horreur en 1994. Ce même discours sur des bases religieuses a déstabilisé l'Inde et a amené à la partition de ce grand pays en deux lors de l'indépendance en 1947. Le bilan tant humain que matériel de ces drames était énorme.

1. LA DURE RÉALITÉ

Il y a un proverbe anglais qui dit : « *No man is an island* ». Ce proverbe se traduit en français par *personne n'est une île*, il sous-entend que personne ne peut vivre en autarcie. Cette réalité s'impose à tous, pour preuve, les pays qui ont été balkanisés sur des discours identitaires ont vu par après les ressortissants des pays démembrés être entremêlés, les exemples de l'Inde Britannique et du Soudan suffisent à ce niveau. La coexistence pacifique des peuples est une réalité qu'impose la mondialisation à tous, le monde est sans doute un village planétaire dans lequel tout le monde doit vivre avec tout le monde. Les extrémistes qui au niveau international comme local vendent des promesses les plus folles aux esprits faibles sont malheureusement myopes, ils sont incapables de voir les choses sous cet aspect. La réalité est que les humains sont condamnés à cohabiter. Le séparatisme, qu'il soit sur des bases ethniques ou religieuses ne peut en aucun cas empêcher le mouvement des populations. Le monde tel qu'il se présente est le résultat des migrations à différentes échelles. Les américains d'aujourd'hui n'étaient-ils pas les européens d'hier ? D'ailleurs s'agissant de l'Afrique, Barthélemy Boganda dit : « *Je suis né congolais, je suis devenu oubanguien et aujourd'hui je ne sais plus ce que je suis. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi le terme République Centrafricaine pour désigner ce pays de l'Oubangui-Chari qui est devenu le mien. Mais encore je ne suis pas né oubanguien, quand je suis né, ma région faisait partie du Moyen-Congo et il fut un temps où le territoire de l'Oubangui faisait un seul avec celui du Tchad, puisque nous avons eu le gouverneur de l'Oubangui-Chari Tchad qui gouvernait un seul territoire*⁴ ». D'où son obsession pour la création des Etats-Unis d'Afrique latine.

1.1. Les cas de l'Inde Britannique

On est en 1946, le gouvernement britannique envisage sérieusement de se désengager de sa colonie indienne. Cependant la colonie a connue des vagues des violences entre les hindous et les musulmans, groupes protagonistes qui composent à la majorité écrasante le pays. A cette époque, on compte près de 300.000.000 d'hindous contre 100.000.000 de musulmans plus les minorités chrétiennes et sikhs. La cohabitation pose problème, et pour une part de l'élite musulmane, la solution était de quitter l'Inde. Il fallait donc qu'un pays

⁴ Barthélemy Boganda, in Alain Foka, Archives d'Afrique : Barthélemy Boganda, 14.05.2022, première partie.

musulmans puisse voir le jour. Ils le disaient en ces mots : « *les chefs des cents millions de Musulmans exigeaient aujourd'hui que la Grande-Bretagne déchirât l'unité de l'Inde si durement édifiée pour leur donner un Etat islamique indépendant. En cas de refus, ils menaçaient de provoquer la guerre civile la plus sanglante qu'ait jamais connue l'Asie*⁵ ».

En effet, l'idée de la partition du pays pour créer un Etat entièrement musulman remontait dans le temps. Dominique Lapierre et Larry Collins renseignent : « *Le projet de créer un Etat musulman autonome avait été formulé pour la première fois le 8 janvier 1933 dans un document dactylographié de quatre pages et demie rédigé en Angleterre, dans un cottage de Cambridge. Son auteur, Rahmt Ali, était un universitaire indien musulman, âgé de quarante ans. L'idée que les Indes constituaient une seule nation était, selon lui, « un absurde mensonge ». « Nous ne nous laisserons pas crucifier sur la croix du nationalisme Hindou », écrivait Rahmat Ali. Il réclamait la réunion des provinces du nord-ouest de l'Inde où les Musulmans sont les plus nombreux, le Panjab, le cachemire, le Sind, la Province frontalière du nord-ouest et le Baluchistan. Il proposait même un nom pour le nouvel Etat : « Pakistan », le pays des purs*⁶ ».

Ainsi, l'Inde Britannique a fini par être divisée en deux Etats puis trois après l'autonomie du Bangladesh avec le Pakistan. Aujourd'hui, malgré l'opposition obsessionnelle de l'Inde et du Pakistan, on trouve dans le milliard et demi de la population indienne 195.000.000 de Musulmans et au Pakistan on trouve des millions d'Hindous. Les mariages entre Hindous et Musulmans, bien que stigmatisés continuent leur chemin. Ironie du sort, les prévisions démographiques faites en 2015 par Pew Research Center prévoient que l'Inde va devenir le premier pays musulman d'ici 2050 en raison du taux de fécondité élevé chez les femmes musulmanes⁷.

2. LA POLITIQUE ET LES PROBLÈMES IDENTITAIRES

La lecture de l'ouvrage *Les Identités meurtrières* d'Amin Maalouf a profondément enrichi notre approche de la problématique identitaire. Considéré comme une contribution majeure aux réflexions contemporaines sur l'identité, ce texte met en lumière la complexité inhérente aux appartenances multiples et aux chevauchements identitaires.

L'intolérance à cet égard a de nombreuses origines, et parmi les fervents défenseurs de l'identitarisme, nous trouvons en première ligne les politiques et les radicaux religieux. Dans sa chronique sur l'échec de la démocratie en

⁵ Lapierre, D. et Collins, L., *Cette nuit la liberté Le triomphe et la tragédie de Gandhi*, Paris, Pocket, 1994, p. 18.

⁶ *Idem*, p. 41.

⁷ <https://www.pewresearch.org/religion/2015/04/02/religious-projections-2010-2050/>, consulté le 16.09.2022.

Afrique, Alain Foka parle des élections comme un facteur de division des peuples. Il dit : « *Lorsque l'on fait l'inventaire de tous ces scrutins, il y a moins de 10% d'alternance, en gros les mêmes remportent leurs sièges. On vote donc pour rien, une tragique comédie. A quoi ça sert de dépenser 500 millions de dollars pour financer un simulacre d'élection dont on connaît les résultats à l'avance et qui en plus vont diviser les populations et très souvent entraîner des violences ?*⁸ ».

Quand Alain Foka parle des élections comme facteurs de division des peuples, il faut prendre aussi en compte l'épineuse question des origines des candidats. Dans les élections des gouverneurs en RDC par exemple, on remarque que les gens se déchirent autour des zones de provenance des candidats. La déchéance des gouverneurs à tour de rôle dans les provinces nouvellement démembrées en RDC préoccupe, parce qu'on trouve là aussi assez souvent une dose de régionalisme. C'est pourquoi nous rallions Nzuzi wa Mbombo qui propose le retour à la territoriale des non originaires comme ce fut le cas sous Mobutu⁹.

Les discours identitaires qu'on entend lors des campagnes électorales montrent à quel point les politiques sont des chantages du communautarisme. Il se fait que les mêmes qui hier s'appuyaient sur l'aspect identitaire, deviennent des chantages du vivre ensemble une fois qu'ils sont au pouvoir. Les citoyens devraient donc faire preuve d'esprit critique face aux discours séparatistes des hommes politiques. Car au finish, c'est eux qui paient le prix fort. À ce propos, Kiangu Sindani renseigne : « *Les leaders, faiseurs d'opinion, doivent prendre conscience du fait qu'ils contribuent à la construction de ce que demain sera l'histoire, de ce qui restera comme vision des événements*¹⁰ ».

Le rapport prospectif de la CIA et du Conseil National du Renseignement dont le titre est le monde en 2040 vu par la CIA et le Conseil National du Renseignement un monde contesté, présente la situation de la crise identitaire comme suit : « *Dans certains pays, la contestation communautaire remet en question les conceptions de l'identité nationale qui historiquement ont été une source de cohésion de l'Etat et de la cause nationale. Dans son ensemble, le nationalisme a gagné en force, mais dans certains cas des formes de nationalisme d'exclusion s'intensifient et affaiblissent les idéaux du nationalisme civique. Les sociétés ethniquement et culturellement diverses rencontreront ce type de problème*¹¹ ». Des tels rapports devraient mettre en alerte les autorités politiques des pays pluriethniques, notamment la RDC.

⁸ Alain Foka, *L'échec de la démocratie*, Phoenix Production, 2022.

⁹ Cathérine Nzuzi Wa Mbombo, entretien, Kinshasa, le 21 Janvier 2022.

¹⁰ Kiangu, E., « Les identités régionales et ethniques dans l'Ouest de la R-D Congo : Bas-Congo et Kwango-Kwilu », in : Bogumil Jewsiewicki et Léonard N'sanda Buleli (dirs), *Les identités régionales en Afrique centrale Constructions et dérives*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 82.

¹¹ CIA et Conseil National du Renseignement, *le monde en 2040 vu par la CIA un monde plus contesté*, Éditions des Équateurs, 2021, p. 128.

3. LA CRISE IDENTITAIRE EN RDC

Le choix d'écrire sur ce sujet a été effectué après le constat d'une prolifération du discours identitaire dans l'espace public. Ce choix est d'autant plus motivé par les faits que nous avons été personnellement la cible de remarques blessantes concernant nos identités ethniques. Noël Obotela Rashidi montre que face aux tragédies se déroulant sous ses yeux, l'historien ne doit pas rester indifférent. Il est appelé non seulement à les dénoncer, mais surtout à proposer des pistes de sortie susceptibles d'aider les acteurs locaux à se dépasser et à favoriser les conditions d'un vouloir-vivre ensemble. Sur ce point, l'historien est invité à servir de mentor¹². Nous sommes donc dans ce rôle d'héraut pour chanter le vivre ensemble et l'acceptation de l'autre.

Crawford Young dit qu'aucune étude sérieuse de l'évolution politique au Congo ne peut laisser de côté le difficile problème du 'tribalisme' ou de ce que l'on peut encore appeler 'l'ethnicité'. C'est l'un des problèmes majeurs qui met en question l'existence même de l'entité congolaise¹³. Il est temps que l'on commence à interpeller les uns et les autres sur ces épineuses questions qui font peser sur l'unité du pays une épée de Damoclès. Le nombre d'ethnies en RDC est trop important, cela exige le vivre ensemble, c'est illusoire d'essayer de cloisonner ces dernières. La diversité congolaise est un avantage si les uns et les autres acceptent de cohabiter. D'ailleurs, la constitution de la République garantit à tout citoyen la liberté de vivre partout sur l'étendue du territoire national. La peur de la mondialisation dont la caractéristique principale est le fait de voir que l'autre, l'étranger est le problème se ressent aussi dans les pays d'Afrique.

Léon Matangila dit : « la pluriculturalité ou l'interculturalité sont constitutives de toute *Res Publica*. Ce qu'il faut bien voir, l'hétérogénéité est constitutive du vivre ensemble. Cependant, la diversité culturelle loin d'être un socle pour la paix et le développement, a malheureusement pour visage la banalisation du mal (génocide, viol comme arme de destruction massive, crime contre l'humanité...). Les risques peuvent être le repli identitaire, le communautarisme, l'extrémisme, la xénophobie, le racisme, le nazisme ¹⁴ » Le vivre ensemble est donc indispensable dans des sociétés de pluralité ethniques comme la RDC, ainsi le pouvoir public est appelé à faire une bonne distribution des ressources du pays pour éviter la marginalisation des uns et des autres. Le respect et la tolérance de la diversité doivent être des valeurs que chaque citoyen doit prôner.

¹² Obotela, N., « Le "vouloir-vivre ensemble" : une valeur sous perfusion dans le nord Kivu », in : Ntirumenyerwa et al., *Être historien au milieu des tumultes sociopolitiques en Afrique des grands lacs postcoloniale*, Kinshasa/Saint-Quen, Les éditions Virunga/ Les éditions du net, 2020, p. 192.

¹³ Young, C., *Introduction à la politique zaïrois*, 2^e Edition, Presses Universitaires du Zaïre, Kinshasa, 1979, p. 107.

¹⁴ Matangila, L., *Education à la citoyenneté Fondement du bien vivre-ensemble dans une cité*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 41.

Donatien Dibwe dia Mwembu renseigne : « *Le régime Mobutu voulait voir les congolais privilégier l'identité nationale congolaise avant toute autre identité ethnique ou régionaliste. C'est dans ce contexte que fusait le slogan « région, oui ; mais régionalisme non ; tribu, oui, mais le tribalisme non » scandé à longueur de journées*¹⁵ ». Mobutu lui-même le dit en ce sens : « *Cette construction pierre à pierre du grand nationalisme zaïrois, c'est l'œuvre dont je resterai toujours le plus fier*¹⁶ ».

La pauvreté qui frappe le pays est un élément que les séparatistes utilisent pour diviser les gens. Cela avec l'ignorance de l'histoire du pays, fait en sorte que dans une logique d'ethnurgie¹⁷, les gens sont facilement appelés à changer d'attitude envers les autres. C'est exactement ce qui s'est passé au Soudan il y a quelques années. Parmi les raisons ayant conduit à l'implosion du pays, il y a le fait que le sud du pays est riche en pétrole et en ressources hydriques et majoritairement chrétien et animiste. Le Sud accusait ainsi le Nord de l'exploiter tout en le marginalisant. La solution la plus simpliste était la partition du pays. 10 ans après cette partition, c'est la désillusion ! Le pays peine à décoller malgré les gisements d'or noir. Au contraire, le pays ne cesse de sombrer à tel point que la menace d'une nouvelle partition pointe à l'horizon pour se rattacher au nord. Cet exemple du voisin devrait servir de leçon. Ceux qui hier montraient aux habitants du sud que l'autodétermination était la solution assistent impuissants devant ce film macabre.

En réalité, les tireurs des ficelles dans la crise qui a conduit à la partition du Soudan ont juste exploité l'ignorance et la naïveté de la population par une élite animée du besoin du pouvoir. Le scénario Soudanais peut avoir une réplique en RDC, car ce dernier a des ressources assez convoitées partout dans le monde et la diversité culturelle peut servir de terreau fertile si rien n'est fait pour amortir le choc.

Les discours identitaires dans les lieux publics sont à stigmatiser. Cela encore plus quand il est l'émanation des personnes publiques et leaders d'opinions. La banalisation des insultes à caractère tribale est un fait inquiétant dans la ville de Kinshasa. Les opérateurs du secteur du transport en commun s'en sont habitués. Le gouvernement devrait investir dans l'éducation au niveau élémentaire pour qu'on ait une nouvelle génération des citoyens capables d'aller au-delà des compartiments ethniques.

¹⁵ Dibwe dia Mwembu, D., « Etat de la question sur le conflit Katangais/Kasaïen dans la province du Katanga (1990-1994) », in : Bogumil Jewsiewicki et Léonard N'sanda Buleli (dirs), *Les identités régionales en Afrique centrale Constructions et dérives*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 24.

¹⁶ Mobutu, *dignité pour l'Afrique. Entretien avec Jean-Louis Remilleux*, Paris, Albin Michel, 1989, p.80.

¹⁷ Le concept d'ethnurgie a été développé par Theodor Hanf dans son ouvrage *Coexistence in wartime Lebanon: decline of a state and rise of a nation* publié en 1993, dans lequel il le désigne comme la politisation consciente de l'identité ethnique.

La renaissance de l'identitarisme devrait réveiller les gouvernants pour prendre des mesures adéquates, car avec le nombre important des ethnies que comporte le pays, le danger d'assister à des scènes des carnages n'est qu'à deux doigts. Les ressortissants d'une province, qui se liguent contre ceux d'une autre, vont finir par se brouiller eux-mêmes parce qu'ils sont eux-mêmes d'origines différentes. Pour ce faire, l'Etat doit mener des bonnes politiques de distribution des richesses du pays pour éviter de marginaliser d'autres peuples, ainsi le sentiment national peut encore primer sur le régional et le tribal. David A. Lake et Donald Rotchild renseignent que le conflit ethnique intense est très souvent causé par les peurs collectives du futur¹⁸. Ils renchérissent : « *Les activistes ethniques et les entrepreneurs politiques, opérant dans ces groupes, construisent sur ces peurs d'insécurité et polarisent la société*¹⁹ ». Amin Maalouf va dans le même sens quand il dit : « *Je ne pense pas que telle ou telle appartenance ethnique, religieuse, nationale ou autre prédispose au meurtre. Il suffit de passer en revue les événements de ces dernières années pour constater que toute communauté humaine, pour peu qu'elle se sente humiliée ou menacée dans son existence, aura tendance à produire des tueurs, qui commettront les pires atrocités en étant convaincus d'être dans leur droit, de mériter le Ciel et l'admiration de leurs proches*²⁰ ». Encore une fois le rôle central de l'Etat est vital, car ce dernier a le devoir de garantir la sécurité de tous les groupes qui composent une nation.

3.1. Un pays désuni ?

Lorsqu'on passe en revue les tensions communautaires, tribales, ethniques, etc., qu'on trouve en RDC, l'on se pose la question de savoir si l'on ne vit pas dans un pays désuni. On trouve dans les provinces du pays un nombre non négligeable de conflits sur des bases identitaires. Ne pas chercher à résoudre ces problèmes de façon durable, est un sérieux problème. David A. Lake et Donald Rotchild renseignent que le conflit ethnique peut être contenu, mais il ne peut pas être entièrement résolu²¹. D'où l'utilité du travail constant de conscientisation collective. On ne peut pas définitivement mettre fin aux conflits ethniques, mais on peut imposer un climat favorable au vivre-ensemble.

Il existe un bon nombre de conflits ethniques supposés ou réels sur l'étendue du territoire national, nous pouvons noter à titre illustratif le récent conflit entre teke et yaka dans la province du Mai-Ndombe, le conflit entre les communautés Hema et Lendu, Tende et Nunu etc. L'impression que ces conflits ou tensions donnent est celle d'un pays désunis. La réalité est que la

¹⁸ Lake, D.. et Rotchild, D., "The origins and management of Ethnic Conflict", in: *International Security*, Vol 21, N. 2 (Fall, 1996), p. 41.

¹⁹ *Ibidem*.

²⁰ Maalouf, A, *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset, 1998, p. 20.

²¹ David A. Lake et Donald Rotchild, *art. cit.*, p. 42.

population congolaise est unie, en dépit de quelques brouilles identitaires qu'on trouve ici et là, lesquelles brouilles sont parfois alimentées par des agitateurs ou entrepreneurs de la violence qui tirent un profit du désordre. Un pays aussi grand, aussi riche en termes de diversités culturelles, qui réussit à maintenir l'équilibre entre les ethnies qui le composent ne peut pas être considéré comme désuni.

3.2. Quand la politique interfère dans les affaires coutumières

Quand il faut étudier la manière dont les conflits identitaires se sont développés en Afrique, notamment en RDC, on peut bien voir le rôle trouble joué par la politique en interférant dans les affaires coutumières, ce qui est une des sources des tensions ethniques. Cette triste réalité n'a malheureusement pas commencé hier, c'est dans certains cas l'héritage de la colonisation. Les colonisateurs ont dans une certaine mesure exacerbé les tensions en amenant au pouvoir coutumier ceux qui n'en avaient pas le droit au regard de la coutume. Le résultat était l'émergence des autorités coutumières contestées, sans pouvoir réel et ne jouissant guère du respect dévolu au poste occupé.

Jean-Marie K. Mutamba Makombo dit ce qui suit : « *La société coloniale était une société plurielle, qu'il était plus « facile » de gérer en recourant à toutes sortes de catégories et de classifications, non seulement « raciales », mais aussi « ethniques ». C'est ainsi que les bases de certaines tensions ethniques ont pu être renforcées (voir dans certains cas suscitées) par la colonisation qui favorisa certains groupes contre d'autres, contribuant ainsi à consolider des cadres de référence identitaires puissants²²* ».

4. LE POIDS DE LA PROPAGANDE

Il est aujourd'hui impossible d'écrire l'histoire contemporaine, en particulier celle des sociétés en crise, sans considérer l'influence décisive de la propagande et de la manipulation de l'opinion publique. Dans le cas de la République Démocratique du Congo (RDC), ces pratiques ne sont pas de simples accessoires des conflits : elles en constituent une dynamique structurante. De nombreux facteurs expliquent la persistance des tensions et violences dans le pays, mais la manipulation médiatique et discursive, en particulier à travers les médias traditionnels et les réseaux sociaux, apparaît comme l'un des moteurs les plus puissants de l'instabilité politique et identitaire.

En RDC, les médias, loin d'agir comme des instruments de cohésion sociale ou de débat démocratique, sont fréquemment utilisés comme des vecteurs de

²² Jean-Marie K. Mutamba Makombo, « Le colonisateur belge a-t-il introduit au Congo le racisme et les identités ethniques ? », in : Idesbald Goddeeris et al, *Le Congo colonial une histoire en questions*, Bruxelles, Renaissance du Livre, 2020, p. 263.

polarisation. Nombre de radios, chaînes de télévision ou journaux sont sous le contrôle d'hommes politiques, de groupes économiques ou de lobbies provinciaux qui orientent l'information à des fins partisans. S'inscrivant dans les propos de Jean-François Bayart, qui affirme que les médias en Afrique sont fréquemment des « outils de captation de la rente politique²³ », et participent à la reproduction des logiques clientélistes plutôt qu'à la construction d'un espace public éclairé.

Ce phénomène est particulièrement visible en période électorale, où les récits identitaires et régionalistes se multiplient. La désinformation devient alors un levier stratégique, tant pour délégitimer l'adversaire que pour mobiliser les bases communautaires sur la base de discours clivants²⁴. Cette instrumentalisation crée un climat de méfiance généralisée, où la vérité importe moins que l'efficacité politique du discours. À cela il faille ajouter l'irruption des réseaux sociaux dans l'espace public congolais qui a multiplié les canaux de diffusion de la propagande, sans cadre éthique ou institutionnel solide pour la contenir. Ainsi, Facebook, WhatsApp, Twitter ou TikTok deviennent des terrains fertiles pour les discours haineux et les campagnes de désinformation, souvent sur fond d'ethnisation des conflits. Ces dynamiques relèvent de ce que la journaliste Susan Benesch a qualifié de *dangerous speech*, c'est-à-dire des discours qui incitent à la violence en polarisant l'opinion autour de l'identité ethnique, religieuse ou régionale²⁵.

Les insultes, stigmatisations et diffamations circulent massivement : on y traite les autres de « voleurs », d'« incirconcis », de « criminels » ou d'« étrangers ». Ces attaques s'appuient sur un imaginaire collectif nourri d'idées reçues, d'histoires locales instrumentalisées et de récits victimaires. La liberté d'expression devient ainsi un prétexte à la violence verbale, voire symbolique. Le phénomène devient encore plus préoccupant lorsqu'il s'inscrit dans une logique de guerre hybride, où des puissances étrangères ou des acteurs non étatiques exploitent les fractures internes à des fins de déstabilisation. Cette stratégie, qui combine opérations militaires, campagnes de désinformation et instrumentalisation des griefs communautaires, est de plus en plus repérée dans les conflits en RDC.

Face à ces dynamiques, il est essentiel que les pouvoirs publics, les institutions de régulation et la société civile s'engagent dans des campagnes de contre-propagande visant à déconstruire les récits toxiques, à promouvoir des

²³ Bayart, J-F, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion ». In: *Critique internationale*, vol. 5. 1999. Mémoire, justice et réconciliation, p. 100.

²⁴ Frère, M.-S, *Presse et démocratie en Afrique francophone. Les mots et les faits*. Paris, Karthala, 2000, 540p.

²⁵ Benesch, S, « Dangerous speech » In C. Strippel, S. Paasch-Colberg, M. Emmer, & J. Trebbe (Eds.), *Challenges and perspectives of hate speech research*, 2023, p.186.

médias responsables et à renforcer l'éducation critique à l'information. Puisqu'en réalité la population ne gagne rien en tout cela, si ce n'est que payer la facture des dommages causés. La lutte contre les discours de haine ne doit pas être seulement sécuritaire ou juridique, mais aussi culturelle et éducative. En l'absence d'une telle stratégie, la propagande continuera à alimenter les conflits, à manipuler les mémoires et à compromettre les perspectives de paix durable.

5. LE DÉFI CONGOLAIS

La République démocratique du Congo est un pays qui a une importance géostratégique et géoéconomique très importante, elle dispose des innombrables ressources convoitées partout dans le monde. C'est d'ailleurs pour cela que bien des panafricanistes mentionnent avec justesse la place de ce pays dans l'émergence de l'Afrique. Ainsi, le défi congolais est celui de l'unité, car la diversité de la population congolaise, en dehors d'être une force peut aussi être son talon d'Achille, car un groupe de population manipulé par l'extérieur peut devenir un vrai cheval de Troie capable d'infliger des sérieux revers à l'unité du pays. D'où la nécessité impérieuse de garder les différentes ethnies unies, pour que l'intérêt national prime sur les autres. L'Etat est appelé à décourager toute attitude tendant à semer la zizanie, car cette dernière est une bombe à retardement qui tôt ou tard va infliger des sérieux dommages au pays.

Ce défi ne date pas d'aujourd'hui. Déjà en 1960, Patrice-Emery Lumumba disait : « *L'avenir du Congo, je l'envisage dans ce sens : c'est de maintenir l'unité politique et économique du pays qui seul fera la grandeur de notre pays, nous voulons que le Congo occupe une place prépondérante dans le cadre des Etats libres de l'Afrique, parce que si nous perdons l'unité du pays, c'est l'effondrement de la nation*²⁶ ». Ce défi est jusqu'ici parfaitement relevé. Eyamba G. Bokamba qui a écrit *D.R. Congo : Language and 'Authentic Nationalism'*, parle du nationalisme congolais qui va au-delà des compartimentations ethniques. Il montre que lorsqu'on considère le développement tant politique qu'historique de ce pays pendant les périodes pré et post indépendance, on peut noter la résilience et un profond sens d'unité nationale. Il analyse l'échec de la communauté internationale à créer une RDC orientale contre une RDC occidentale (divisée), décrite dans la presse occidentale comme le Congo swahiliphone contre le Congo lingalaphone, en 2006 les élections présidentielles ont constitué la plus grande évidence pour dater la résilience du nationalisme congolais²⁷.

²⁶ Patrice Emery Lumumba, in : Elikia M'bokolo et al., in : *Afrique[s] Une autre histoire du 20^e siècle*, Acte 2.

²⁷ Eyamba G. Bokamba, "D.R. Congo: Language and 'Authentic Nationalism'", in: Andrew Simpson (dir), *Language and national identity in Africa*, New York, Oxford University Press, 2008, p. 215.

L'analyse de cet auteur sur la manière dont les congolais appréhendent leur propre identité attire notre attention. Il dit ce qui suit : « *La plupart des congolais, spécialement non éduqués et les habitants de la communauté rurale, s'identifient eux-mêmes premièrement par le nom de leur groupe ethnolinguistique [...] Les congolais s'identifient très peu souvent avec leur groupe ethnique. [...] L'identité linguistique et ethnique est invoquée pour des raisons subnationales et les cérémonies. [...] Les congolais éduqués se sont considérés depuis la décolonisation comme des nationaux congolais, et pas comme 'des tributs des personnes' appartenant aux petits Etats-nations. Cette observation est soutenue par le fait qu'aucune seule rébellion de quelle qu'importance s'est proclamée au nom d'un groupe ethnique donné depuis 1960*²⁸ ».

Comme on peut le remarquer, les congolais sont attachés à l'intégrité territoriale de leur pays. Ce qui a fait qu'en dépit de soubresauts identitaires qu'a connu le pays, et même dans les pires moments, l'unité a tenu. Il est cependant important de prendre conscience du fait que chaque soubresaut identitaire que connaît le pays fait le lit des conditions favorables à son implosion. Cela signifie que malgré le nationalisme congolais, le travail méthodique de la propagande identitaire peut parvenir à faire tomber les murs les plus solides du sentiment national congolais édifiés au fil des années par diverses tragédies, si rien n'est fait pour le consolider. Les autorités politiques, religieuses, rurales, les élites, etc., devraient prendre en compte toutes ces données. Sans oublier que le contexte de stress tous azimut que connaît le pays joue un rôle néfaste. L'unité du pays ou encore le nationalisme congolais tant prôné n'est pas irréversible. C'est un processus sans cesse en construction. D'où l'utilité de l'entretenir et de le prévenir des chocs endogènes comme exogènes assez forts, capables de le faire dériver.

²⁸ Eyamba G. Bokamba, *Art, cit*, p. 227.

CONCLUSION

La résurgence des discours identitaires, qu'ils soient ethniques, religieux ou politiques, constitue une menace sérieuse pour la stabilité des sociétés plurielles. De nombreux exemples historiques à travers le monde démontrent à quel point l'instrumentalisation des appartenances peut conduire à des ruptures profondes, voire à des conflits meurtriers. La République Démocratique du Congo, État-nation avec une diversité affirmée et aux frontières forgées par la colonisation, n'échappe pas à cette dynamique préoccupante.

Dans cette analyse, nous avons souligné la tendance croissante à la fragmentation identitaire, alimentée par des logiques de pouvoir, des intérêts électoralistes et un usage stratégique de l'ethnicité dans la compétition politique. Ce phénomène se manifeste de manière particulièrement aiguë à l'approche des élections, où les discours se radicalisent et les tensions communautaires s'exacerbent. La propagande, en particulier lorsqu'elle est relayée par des médias partisans ou des réseaux sociaux incontrôlés, joue un rôle central dans cette montée des crispations.

Nous avons également mis en évidence l'importance de l'éducation comme levier stratégique pour construire un socle commun. Car si l'État congolais veut éviter que les fractures identitaires ne compromettent l'unité nationale, il lui faut investir dans une éducation inclusive, porteuse d'une conscience civique transcendant les clivages locaux. L'éducation est, à notre sens, le matériau le plus durable pour forger la cohésion nationale. Face à ce constat, plusieurs pistes d'action s'imposent :

- la mise en place d'une contre-propagande nationale promouvant des récits fédérateurs ;
- la création d'un organe indépendant de régulation des médias, garantissant la diffusion de contenus responsables ;
- une justice distributive, corrigeant les déséquilibres régionaux et favorisant l'inclusion des groupes marginalisés ;
- une mémoire collective apaisée, permettant de reconnaître les blessures du passé sans les instrumentaliser.

Le défi congolais est celui de toutes les sociétés plurielles : transformer la diversité en force plutôt qu'en faiblesse. Il ne s'agit pas de nier les identités, mais de désactiver leur potentiel conflictuel par une gestion équitable, responsable et prospective. La cohésion nationale ne saurait reposer sur l'homogénéité forcée, mais sur un pacte social fondé sur la reconnaissance mutuelle et le désir de construire ensemble une destinée commune.

L'histoire récente nous enseigne que l'inaction dans ce domaine est porteuse de périls majeurs. L'avenir, lui, exige lucidité, volonté et courage. L'unité de la République Démocratique du Congo ne sera pas l'effet d'un décret, mais le fruit d'un engagement collectif, ferme et soutenu.

BIBLIOGRAPHIE

1. Bayart, J-F, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », in *Critique internationale*, vol. 5, 1999, pp. 97-120.
2. Benesch, S, « Dangerous speech », in C. Strippel, S. Paasch-Colberg, M. Emmer, & J. Trebbe (Eds.), *Challenges and perspectives of hate speech research*, 2023, pp.186-197.
3. Eyamba G. Bokamba, "D.R. Congo: Language and 'Authentic Nationalism'", in: Andrew Simpson (dir), *Language and national identity in Africa*, New York, Oxford University Press, 2008, pp. 214-234.
4. CIA & Conseil National du Renseignement, *Le monde en 2040 vu par la CIA : Un monde plus contesté*, Éditions des Équateurs, 2021.
5. Corcuff, Philippe, *La grande confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, Paris, Textuel, 2021, 672 p.
6. Crawford Young, *Introduction à la politique zaïrois*, 2^e Edition, Presses Universitaires du Zaïre, Kinshasa, 1979, 384p.
7. Dibwe dia Mwembu, Donatien, « État de la question sur le conflit Katangais/Kasaïen dans la province du Katanga (1990-1994) », in Bogumil Jewsiewicki & Léonard N'sanda Buleli (dir.), *Les identités régionales en Afrique centrale : Constructions et dérivées*, Paris, L'Harmattan, Coll : Mémoires lieux de savoir - Archive congolaise, 2008, pp.13-79.
8. Frère, M.-S., *Presse et démocratie en Afrique francophone. Les mots et les faits*. Paris, Karthala, 2000, 540p.
9. Hanf, T., *Coexistence in wartime Lebanon: decline of a state and rise of a nation*, Londres, I.B. Tauris, 1993, 712p.
10. Kiangou, E., « Les identités régionales et ethniques dans l'Ouest de la R-D Congo : Bas-Congo et Kwango-Kwilu », in : Bogumil Jewsiewicki et Léonard N'sanda Buleli (dirs), *Les identités régionales en Afrique centrale Constructions et dérivées*, Paris, L'Harmattan, Coll : Mémoires lieux de savoir - Archive congolaise, 2008.
11. Lake, D. & Rotchild, D., "The origins and management of Ethnic conflict", in: *International Security*, Vol 21, N. 2 (Fall, 1996), pp. 41-75.
12. Lapierre, D. & Collins, L., *Cette nuit la liberté : Le triomphe et la tragédie de Gandhi*, Paris, Pocket, 1994, p.376.
13. Maalouf, A., *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset, 1998, 210p.
14. Matangila, L., *Éducation à la citoyenneté : Fondement du bien vivre-ensemble dans une cité*, Paris, L'Harmattan, 2019, 84p.
15. Mobutu Sese Seko, *Dignité pour l'Afrique. Entretien avec Jean-Louis Remilleux*, Paris, Albin Michel, 1989, 208p.
16. Mutamba, J-M., « Le colonisateur belge a-t-il introduit au Congo le racisme et les identités ethniques ? », in Idesbald Goddeeris et al., *Le Congo colonial : une histoire en questions*, Bruxelles, Renaissance du Livre, 2020, pp. 253-263.

17. Obotela, N., « Le "vouloir-vivre ensemble" : une valeur sous perfusion dans le nord Kivu », in Ntirumenyerwa et al., *Être historien au milieu des tumultes sociopolitiques en Afrique des Grands Lacs postcoloniale*, Kinshasa/Saint-Ouen, Les éditions Virunga/Les éditions du Net, 2020.
18. Xavier, P., « Afrique du Sud », in. *Annuaire international de justice constitutionnelle*, vol. 32, 2016, pp. 95-114

SOURCES MÉDIATIQUES, ENTRETIENS ET WEBOGRAPHIE

19. BBC Afrique, « Afrique du Sud : vague de violences xénophobes », 2022. [En ligne], disponible sur : <https://www.bbc.com/afrique/region-60708776>. (Consulté le 16 septembre 2022).
20. Foka, Alain, Archives d'Afrique-Barthélemy Boganda, émission radiophonique, RFI 14 mai 2022.
21. Foka, Alain, L'échec de la démocratie, documentaire, Phoenix Production, 2022.
22. M'bokolo, Elikia, *Afrique[s] Une autre histoire du 20^{ème} siècle. Acte 2 (1945-1964) L'ouragan africain*, Paris, France Télévisions/INA/Temps noir, 2010.
23. Nzuzi wa Mbombo, Cathérine, Entretien personnel, Kinshasa, 21 janvier 2022.
24. Pew Research Center, « Religious Projections 2010-2050 », 2015. [En ligne], disponible sur : <https://www.pewresearch.org/religion/2015/04/02/religious-projections-2010-2050>. (Consulté le 16 septembre 2022).